

Mauritius Times, 2 September 2005

Interview: Eric Ng Ping Cheun, économiste



Relance de l'économie:

«Je ne vois aucune mesure impopulaire, aucun appel à des sacrifices... j'ai l'impression que c'est même trop facile...»

*** «Les courants beaucoup plus socialistes ont, valeur du jour, le dessus sur la politique menée par Sithanen»**

*** «On aura encore besoin du grand secteur privé traditionnel pour relancer la croissance...»**

Dans le sillage des mesures incitatives prônées par le ministre des Finances, Rama Sithanen, en vue de la relance économique, M. Eric Ng Ping Cheun, économiste, ne va pas par quatre chemins pour avancer *“que le pays se trouve dans une situation économique très particulière”*. Il fait ici allusion à une croissance en baisse ces dernières années. Etayant ses dires, l'économiste affirme que Maurice fait face à *“un déficit budgétaire astronomique et une dette publique qui dépasse la barre de Rs 100 milliards (soit une augmentation de 100% en l'espace de cinq ans)”*.

Eric Ng trouve une soupape de sûreté en avançant le fait que la solution relative à cette situation très difficile *“réside dans des réformes structurelles et fondamentales de notre économie”*. Dans le même souffle, il trouve l'apport du secteur privé dans un partenariat avec le

gouvernement salubre s'agissant de l'investissement et de la création d'emplois. Cependant, il constate la nonchalance de ce secteur – cela, dit-il, par rapport à «son hésitation de faire confiance au gouvernement ». Il évoque ici le problème de manque de devises sur le marché, le contrôle des prix...

Eric Ng, tout en attendant le prochain budget, en espérant voir des éclaircies d'ici trois ans dans ce climat économique sombre, préconise une politique de rigueur, de sacrifices des uns et des autres...

Mauritius Times: “There is no easy way out. Nor is there any quick-fix...” nous dit Rama Sithanen dans sa déclaration à l'Assemblée nationale dans le cadre de la relance économique. En d'autres mots, rien n'indique que les choses iront mieux dans un proche avenir. Qu'est-ce que cela indique pour vous en tant qu'économiste?

Eric Ng: Il est évident, le ministre le dit lui-même d'ailleurs, que sa marge de manœuvre est très limitée. D'autant plus que le pays se trouve dans une situation économique très particulière avec une croissance en baisse ces quatre ou cinq dernières années -- une moyenne de 4% alors qu'elle se situait autour de 6% dans les années précédentes. Comme vous le savez, le gouvernement peut dans cette optique agir sur deux fronts: soit par le biais de la politique monétaire, soit la politique fiscale. Or, la marge de manœuvre du gouvernement pour relancer l'économie par le biais de la fiscalité est limitée. D'autre part, relancer la machinerie économique par un accroissement de l'investissement – public ou privé, ou les deux à la fois --, pose un problème. Pour s'être substitué au secteur privé comme le moteur de l'investissement ces cinq dernières années, avec la mise en chantier des projets infrastructurels principalement, nous voilà retrouvés aujourd'hui dans une situation très difficile avec un déficit budgétaire astronomique et une dette publique qui dépasse la barre de Rs 100 milliards, soit une augmentation de 100% en l'espace de cinq ans. L'Etat donc ne peut plus investir dans une telle situation, qui, d'ailleurs, est suivie attentivement par les institutions internationales telles que le FMI, la Banque mondiale, etc. Rama Sithanen le dit lui-même dans sa déclaration: «If the trend is not reversed, there will be no other way to boost growth but for government to increase its capital expenditure substantially. This is not a desirable option for the budget deficit is very high and we are faced with a staggering mountain of public debt.» Donc, la relance doit provenir des investissements du secteur privé. Certes, le gouvernement a annoncé des mesures incitatives à l'investissement cette semaine. Cependant, il faut tenir compte du fait que le pays se trouve dans une situation contradictoire où, d'une part, il faut combattre l'inflation par une hausse du taux d'intérêt et, d'autre part, encourager l'investissement privé. Or, on ne peut pas encourager l'investissement privé en augmentant le taux d'intérêt de façon trop dramatique. Et, l'autre face de la médaille, comme je vous le disais

auparavant, c'est que l'Etat ne peut plus investir en raison de cette dette publique astronomique. Le ministre des Finances a ainsi raison de dire que «there is no easy way out, there is no quick-fix», ce qui en d'autres mots laisse sous-entendre qu'il n'y a pas de solution ou de politique qui pourrait produire des résultats à court terme. La solution au fait réside dans des réformes structurelles et fondamentales de notre économie. Et, il faut les introduire dès à présent et durant cette période d'état de grâce pour qu'on puisse récolter ses fruits dans quatre ou cinq ans. Je ne vois pas le gouvernement venir avec quelque projet de réforme structurelle à la veille des prochaines élections générales. Donc, le plus tôt que le gouvernement fera appel à la population pour plus de sacrifice et de productivité, le mieux ce sera pour le pays.

*** Le ministre ne le dit pas, mais qui dit sacrifice veut dire «serre ceinture», n'est-ce pas?**

-- Tout à fait, et dès aujourd'hui.

*** Quelles sont ces réformes fondamentales dont le pays a grandement besoin pour nous sortir de la mélasse?**

-- Des réformes pour améliorer la productivité dans le pays, et cela concerne tout le monde et tous les secteurs de notre économie. Il faut travailler plus et travailler mieux. A commencer par la fonction publique: moins de bureaucratie et d'obstacles administratifs pour le 'processing' des permis d'investissement. Là, je dois saluer cette mesure révolutionnaire qu'est le 'Silent Agreement'. Le ministre a aussi annoncé la mise sur pied d'un comité qui sera présidé par le Premier ministre pour accélérer la prise de décision concernant les gros projets d'investissement. C'est une bonne décision, mais encore faut-il que l'intendance suive. Car, nous avons vu comment sous l'ancien régime, certains projets pilotés par l'ancien Premier ministre sont restés bloqués en raison de toutes sortes de tracasseries administratives et autres paperasses.

Il faut également réformer le marché du travail afin que les entreprises puissent pouvoir recruter plus facilement et non pas les emprisonner dans des réglementations contraignantes. Je pense là à la nécessité d'introduire le concept de 'flexitime' dans le secteur privé, par exemple, et en particulier dans le secteur de l'ICT. Pour pouvoir faire face à la compétition surtout dans le secteur des nouvelles technologies, il faut très vite se débarrasser des réglementations dépassées concernant les heures de travail. C'est sûr que tout cela demande au préalable des améliorations au niveau du transport public et pourrait même présenter des opportunités aux entreprises et petits opérateurs de mettre en place un système de transport privé – cela, évidemment, en parfaite harmonie avec la politique prônée par l'alliance gouvernementale pour davantage de démocratisation de notre économie.

Réforme également nécessaire au niveau de Mauritius Telecom et d'Air Mauritius. On sent une mainmise de ces deux institutions sur la politique gouvernementale. Mauritius Telecom continue à dominer le marché en l'absence à ce stade d'une véritable concurrence. Les coûts de la communication sont aujourd'hui énormes dans les dépenses d'une entreprise, et j'aurais souhaité que

le coût de l'Internet, de l'ADSL soit revu à la baisse, ce qui aurait 'boosté' notre économie. Au niveau d'Air Mauritius, on a fait un premier pas dans la bonne direction en ce qui concerne la libéralisation de l'accès aérien, avec un troisième transporteur sur le trajet France-Maurice et les vols spéciaux durant certaines périodes de l'année. J'espère qu'on ira encore plus loin en libéralisant l'accès sur la ligne Angleterre-Maurice. La concurrence dans le domaine de l'aviation et une meilleure promotion de la destination mauricienne seront, de mon point de vue, bénéfiques à notre industrie touristique mais aussi à Air Mauritius également qui pourra par conséquent remplir ses avions. Le choix n'est pas plus clair: 750 000 touristes et une petite part du gâteau pour Air Mauritius, ou deux millions de touristes et une plus grande part pour notre compagnie d'aviation. Il y a, d'autre part, une entente tacite entre Air Mauritius et certains hôteliers qui vendent des 'all-inclusive packages' y compris le ticket d'avion, la note d'hôtel, le repas, etc., à des tour-opérateurs, ce qui explique que la destination mauricienne coûte cher. Il faut en finir avec cette pratique. Donc, davantage de libéralisation de l'accès aérien afin que le coût de la destination mauricienne diminue.

*** Rama Sithanen mise beaucoup sur une hausse de l'investissement du secteur privé pour placer le pays sur la voie d'une croissance robuste. Ce secteur, selon vous, va-t-il jouer le jeu?**

-- Pour pouvoir stimuler l'investissement privé, il faut au premier abord développer une relation de confiance entre le gouvernement et le secteur privé. Les discours faits sur les plates-formes de l'opposition ne sont pas pour arranger les choses des fois. On a vu durant les cinq dernières années les critiques contre le grand secteur privé traditionnel, mais le fait demeure qu'on aura encore besoin de ce secteur pour relancer la croissance. Mon observation à moi, c'est que les relations entre le gouvernement et le grand secteur privé traditionnel ne sont pas au beau fixe, d'où l'hésitation de la part du privé de faire confiance au gouvernement. On a, d'ailleurs, vu que juste après la proclamation des résultats des dernières élections, le secteur privé n'a pas fait entrer les devises, d'où le problème de manque de devises sur le marché. Je pense qu'il y a toujours une attente de la part du grand secteur privé. On avait espéré que les mesures annoncées par Rama Sithanen allait briser la glace et rétablir une relation de confiance, mais je ne suis pas sûr que cela s'est réellement produit. D'autant plus que le ministère du Commerce vient avec le rétablissement du contrôle des prix, ce qui ne vient pas dissiper les doutes dans l'esprit du secteur privé.

J'ai l'impression qu'il existe différents courants au sein du gouvernement et qu'il n'y a pas une seule politique cohérente, mais plusieurs politiques pilotées par chaque ministre. C'est ainsi que je vois Rama Sithanen mener sa politique à lui, le ministre Jeetah la sienne et probablement le ministre Duval sa politique concernant l'accès aérien indépendamment des autres. Pour moi, cela fait un peu désordre de voir, d'un côté, le rétablissement du contrôle des prix et de l'autre Rama Sithanen qui veut stimuler l'industrie locale en lui accordant une certaine liberté d'action. D'où l'absence de clarté dans l'action et la politique gouvernementales et les signaux contradictoires. J'ai l'impression que Rama Sithanen est quelque peu isolé parmi ces différents courants, et les courants

beaucoup plus socialistes ont, valeur du jour, le dessus sur la politique menée par le ministre des Finances. Or, le secteur privé dans son ensemble fait beaucoup confiance à Rama Sithanen, peut-être même un peu trop de confiance. On a, d'ailleurs, vu cela dans le cas du contrôle du prix de lait en poudre: le ministre des Finances a répondu aux sollicitations du secteur privé qu'il n'y peut rien.

Pour revenir à votre question, le secteur privé peut jouer le jeu, c-à-d investir dans le pays moyennant qu'on lui accorde quelques libertés d'action. Il faut en finir avec ce mythe selon lequel le secteur privé n'est là que pour faire des profits aux dépens de la population. D'autre part, j'estime que le secteur privé est à réfléchir dans le nouveau contexte politique sur son rôle social, sur la nécessité de s'ouvrir au niveau des recrutements.

*** Voulez-vous dire que les magnats du secteur privé souhaitent prendre la voie de la démocratisation de l'économie?**

-- Démocratisation au sein même des entreprises, une plus grande ouverture dans le recrutement, plus d'accent sur les compétences, la méritocratie que sur le patronage. Vous savez, le contexte politique détermine des fois les évolutions dans le secteur privé...

*** Donc, la politique de la carotte ou le bâton porte ses fruits et il faut donc aller plus loin?**

-- Je parlerai plutôt en termes d'une politique de consultations permanentes et de suivi. Cela, j'en suis certain, donnera davantage de résultats positifs en termes d'ouverture du secteur privé. Je note, par exemple, que lors de notre dernier 'Business Forum', Philippe Espitalier-Noël, 'Chief Executive-designate' de Rogers, a parlé d'un 'Fair Employment Charter', ce qui indique une évolution dans la réflexion du secteur privé et une certaine ouverture d'esprit. Je ne suis pas au courant si un quelconque ministre s'est enquis de cette prise de position auprès de M. Noël.

*** Mais vous savez ce que valent les codes d'éthique et autres 'charters', n'est-ce pas, après le mégascandale MCB malgré le 'Code of good governance'?**

-- Vous parliez de la politique de la carotte ou le bâton auparavant. J'estime, pour ma part, qu'il faut appliquer la loi car nul ne doit se croire assuré de l'impunité. C'est souhaitable que le gouvernement pousse dans le sens d'une plus grande ouverture au sein du secteur privé. Pour cela, il se doit d'user de son autorité morale, pas à coups de menaces. Cette mesure annoncée par Rama Sithanen selon laquelle les agences publiques vont octroyer des contrats sur une base préférentielle aux entreprises qui contribuent à la démocratisation de l'économie est une bonne chose -- c'est la façon de procéder.

*** Selon vous, le contrôle des prix constitue un mauvais signal. Ne pensez-vous pas qu'un gouvernement se doit de jouer le rôle d'arbitre afin de protéger la population contre tout abus?**

-- C'est sûr qu'un gouvernement est là pour protéger les plus vulnérables, mais il faut aussi se poser la question de savoir si le contrôle des prix va dans ce sens. Pas nécessairement, selon moi. Posons-nous la question: est-ce que le contrôle du 'mark-up' va casser le monopole du distributeur qui contrôle 70% du marché?

*** Il ne s'agit pas de briser un monopole, mais de protéger les consommateurs...**

-- C'est bien de vouloir protéger le consommateur, mais est-ce soutenable? A long terme, au lieu de cette dizaine d'importateurs opérant sur le marché actuellement dont quatre ou cinq petits importateurs, ces derniers seront mis hors du marché. En fin de compte, nous allons nous retrouver avec seulement un ou deux gros importateurs. Ce qui va se passer, c'est que les importateurs vont opter pour l'importation du lait en sachet, ce qui reviendrait à plus cher pour le consommateur lui-même. Je pense que le ministre ait été mal conseillé dans le cas qui nous concerne. Il y a eu confusion par rapport au 'mark-up' qui a été calculé sur la base du prix CIF au lieu du 'ex-factory cost', qui inclut les 'packaging costs'.

*** Pour revenir aux mesures visant à encourager l'investissement du privé et à rétablir l'élément de confiance, le gouvernement a fait un pas dans cette direction en annonçant des mesures concernant le secteur touristique et le maintien des projets IRS. Faut-il aussi que le secteur privé ne soit pas que des 'rent seekers', n'est-ce pas?**

-- Tout à fait. Il ne faut pas que le secteur privé passe son temps à demander des subventions à gauche et à droite. Il ne faut pas non plus que le gouvernement mette en place des infrastructures publiques qui ne bénéficieront qu'au secteur privé. Il y a probablement dans certains cas des contributions à faire de part et d'autre, disons 50:50. J'estime que le secteur privé devra apporter une plus grande contribution dans l'économie, dans le développement local. En somme, le pays a beaucoup plus besoin d'entrepreneurs que des 'rent-seekers'. Parce que ce qui justifie le profit, c'est le risque. On ne peut pas toujours s'attendre à ce que le gouvernement vienne se porter garant du succès des projets privés. Que les promoteurs privés prennent des risques et seront, par la suite, récompensés par le profit.

*** Le ministre Sithanen mise beaucoup sur le tourisme pour la relance de l'économie. N'est-ce pas trop risquer que de miser sur ce secteur?**

-- C'est vrai qu'on mise un peu trop sur le tourisme si la situation reste comme elle est dans l'état actuel des choses. Mais si on arrive de faire en sorte que ce secteur développe plus de 'linkages' avec d'autres secteurs de l'économie, dont les services para hôteliers, para touristiques, par exemple transport des employés, des touristes et toutes sortes de business dans la 'supply chain' de l'hôtellerie, ce qui serait en accord avec la politique de démocratisation économique --, là j'estime que le tourisme pourrait être un 'boost' pour l'économie. Mais il va falloir et surtout mettre fin aux 'all-inclusive packages' et encourager les touristes à sortir de leurs hôtels.

*** Dans son 'statement' à l'Assemblée nationale mardi dernier, M. Sithanen a affirmé que rien n'indique que les choses iront mieux dans un proche avenir car le défi à relever sera d'une ampleur considérable – dette publique astronomique, conjoncture internationale qui se détériore, promesses électorales à financer dont le transport gratuit, etc. Dans ces conditions on se demande si on pourra relever le défi et le mieux sera pour quand en ce qui concerne la population?**

-- Pas avant trois ans. Et, là je dois dire que je suis généreux en affirmant cela. La dette publique est énorme, et je ne vois pas le gouvernement pouvant se permettre d'accorder de grosses subventions, sauf sa promesse de transport public. Promesse qui coûte actuellement les Rs600 millions, mais qu'en sera-t-il en octobre prochain quand le prix du pétrole va très probablement augmenter par au moins 15%? Dans ce cas, il va falloir réajuster cette subvention aux opérateurs du transport public, car je crois bien que ces derniers ont dû indexer le coût du diesel sur la subvention. Deuxième interrogation: est-ce soutenable cette subvention? Qu'advient-il si le prix du pétrole monte jusqu'à 100 dollars le baril dans quelque temps? Ça peut être soutenable si le prix baisse, relativement parlant, mais moyennant des réformes drastiques pour diminuer les gaspillages des fonds publics ou même des coupures de dépenses. D'autre part, j'estime que le ministre des Finances viendra dans le prochain Budget 2006-07 avec des mesures en vue d'augmenter les revenus de l'Etat. Je crains fort qu'il augmenterait les impôts. Je ne crois pas qu'il toucherait à la TVA. Un reproche qu'on peut adresser au ministre des Finances, c'est celui de n'avoir annoncé aucune mesure concrète soit pour diminuer les dépenses de l'Etat, soit pour augmenter ses revenus. Je pense qu'il cache son jeu sur ce plan, période électorale (municipales et villageoises) oblige. Les mesures impopulaires viendront après. Souvenez-vous que quelques jours avant son 'statement', il avait parlé en termes de «painful trade-offs»? On avait compris qu'après des mesures sociales populaires, il allait y avoir des mesures économiques impopulaires. En fin de compte, je ne vois aucune mesure impopulaire, aucun appel à des sacrifices... j'ai l'impression que c'est même trop facile. Mais ça viendra, j'en suis sûr. Attendons voir le prochain budget. Le mieux cependant viendra dans trois ans, mais en attendant beaucoup plus de rigueur, de sacrifices...
